



## **ARRÊTÉ**

portant autorisation environnementale d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement  
**EARL DE KERNABAT à Plouha**

Le préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2015-1200 du 29 septembre 2015 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant dans le département des Côtes d'Armor les dispositions applicables pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;
- Vu** la demande présentée le 21 octobre 2020 et complétée le 13 juillet 2021 par l'EARL DE KERNABAT, représentée par Madame Stéphanie Plusquellec dont le siège social est domicilié au 51 b Kermaria, à Plouha en vue d'effectuer à cette même adresse le projet d'exploitation d'un élevage avicole avec un effectif de 67250 emplacements et la mise à jour de la gestion des déjections ;
- Vu** la saisine de l'autorité environnementale le 11 octobre 2021 ;
- Vu** la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer le 21 octobre 2020 ;
- Vu** la saisine du service départemental d'incendie et de secours le 22 octobre 2020 ;
- Vu** la saisine de l'agence régionale de la santé le 21 octobre 2020 ;
- Vu** la consultation des conseils municipaux de Plouha, Pludual, Tréméven, Lanloup, Plouézec, Lannebert, Pléhédél et Pléguien ;
- Vu** l'enquête publique qui s'est déroulée du 15 novembre 2021 au 15 décembre 2021, 12 heures et le registre d'enquête tenu à disposition du public à la mairie de Plouha pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations ;
- Vu** le résultat de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 11 octobre 2021 ;
- Vu** le courrier recommandé, accompagné du rapport de l'inspecteur de l'environnement et le projet d'arrêté préfectoral, réceptionné le 9 février 2022 par l'exploitant ;

**Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 25 mars 2022 ;

**Considérant** que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**Considérant** que les deux élevages avicoles étaient déjà déclarés et que le projet consiste en une régularisation des effectifs, issue de ces deux déclarations d'élevage sur un même site ;

**Considérant** que l'avenant reçu, le 13 juillet 2021, répond aux observations des services ;

**Considérant** que la mission régionale de l'autorité environnementale ne formulait pas de remarque dans son avis du 11 octobre 2021 ;

**Considérant** les observations et remarques retranscrites lors de l'enquête publique, sont opposées au projet et le mémoire en réponse de l'exploitant apportant des contre-arguments ;

**Considérant** l'avis favorable du commissaire enquêteur ;

**Considérant** que les conseils municipaux, des communes sollicitées pour l'enquête publique, ont émis, pour quatre d'entre eux, un avis favorable et les autres sont sans avis ou réservé ;

**Considérant** que le contrôle réalisé le 3 février 2022, sur le site d'exploitation, a montré le respect de la gestion des déjections et de la production ;

**Considérant** que la demande, additionnée des propositions de prescriptions, sont conformes aux meilleures techniques disponibles (MTD) ;

**Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes d'Armor,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup> : Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

L'EARL DE KERNABAT, ci-après dénommée l'exploitant, représentée par Madame Stéphanie Plusquellec, dont le siège social est domicilié au 51-b Kermaria sur la commune de PLOUHA est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, un élevage de volailles dont la capacité maximale est de 67250 emplacements (poulets), sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 13653 UN/an et la quantité de phosphore à 9276 UP2O5/an.

### **Article 2 – Nature des installations**

#### **2. 1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

rubrique	alinéa	A, E, D, NC	libellé de la rubrique (activité)	nature de l'installation	critère de classement	seuil de critère	unité de critère	volume autorisé	unité du volume autorisé
3660	a)	A	élevage intensif	élevage de volaille	nombre total d'emplacements	> 40000	1 place = 1 emplacement	67250	emplacement
4718	2.b	DC	stockage en récipients de gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2	stockage de citerne de gaz	la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations	> 6 t mais <50 t	tonne	6,56	tonne

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC : (déclaration avec contrôle périodique) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

## 2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et section suivantes :

Commune	Type d'élevage	Section	Parcelles
PLOUHA	Volaille	YM	90,152,158,101 et 88

## 2.3. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## Article 3 – Respect des meilleures techniques disponibles

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale qui s'appliquent à l'exploitation sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies	3660	6.6 a) b) ou c)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

## Article 4 – Prescriptions particulières concernant l'élevage de volailles

### 4.1. - Conduite d'élevage

Les modalités d'élevage suivantes sont appliquées :

Bâtiment	Surface en m²	Mode d'élevage	Nature des effluents produits
P1	1050	Sol claustration	Litière
P2	1300	Sol claustration	Litière
P3	400	Sol avec parcours	Litière
P4	400	Sol avec parcours	Litière
P5	400	Sol avec parcours	Litière

4.2. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

4.3. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectées et traitées ou épandues. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

4.4. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

4.5. - L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

4.6. - La dalle bétonnée avec 3 murs, d'une surface de 150 m<sup>2</sup>, destinée au stockage des effluents de l'exploitation avant leur reprise sous forme de fumier brut, par un prestataire, doit être réalisée dans un délai maximal d'un an après la signature du présent arrêté.

#### **Article 5– Prescriptions relatives au parcours :**

Le parcours est situé sur les parcelles suivantes :

Commune	Section	Parcelles
PLOUHA	YM	90, 101 et 152

L'intégralité du parcours doit être accessible aux animaux.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour en favoriser l'utilisation.

#### **Article 6 – Prescription sur le transfert des déjections**

6.1. - Une convention est établie avec une société prestataire de service qui assure la reprise de 372 tonnes de fumier brut de volaille correspondant à 8952 UN et 5968 UP2O5 dans le cas de l'hypothèse de gestion n°2 présentée au dossier annexé au présent arrêté.

Les fumiers brut repris seront dirigés vers des installations dûment autorisées à les recevoir, à les transformer puis à les commercialiser.

##### **6.2. – Traçabilité des produits**

L'exploitant tient à jour un registre détaillant, pour chaque enlèvement de fumier brut, les informations suivantes :

- date de l'enlèvement,
- nom, adresse et coordonnées du destinataire,
- quantité de fumier en tonnes,
- nom du transporteur.

Les informations détaillées ci-dessus peuvent également être communiquées à l'exploitant, sous sa responsabilité, par la société prestataire de service.

Le registre tenu par l'exploitant doit être en permanence consultable par les inspecteurs de l'environnement spécialité installation classée pour la protection de l'environnement.

#### **Article 7 – Prescriptions particulières relatives à la sécurité**

7-1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.



7-2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

7-3.- Au plus tard dès son installation, l'exploitant informe le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) et la mairie de l'implantation de la défense externe contre l'incendie mise en place dans son exploitation, sauf lorsque celle-ci est constituée par un poteau incendie réglementaire.

7-4. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

L'exploitant peut faire valider par le SDIS des moyens alternatifs de lutte contre l'incendie. À défaut et sauf préconisation plus contraignante du SDIS, les moyens réglementaires repris ci-dessus doivent être installés.

Dans tous les cas, la défense externe contre l'incendie doit être installée avant la mise en œuvre du projet.

### **Article 8 : Prescriptions particulières relatives aux puits et forages**

L'exploitant est autorisé à prélever par forage prévu sur la parcelle YM 158, un volume annuel brut de 2790 m<sup>3</sup>. L'eau prélevée est destinée à titre principal à l'abreuvement des animaux de l'élevage avicole et au nettoyage des bâtiments.

Ce forage doit par ailleurs, répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m<sup>2</sup> minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage ;
- un dispositif de comptage horaire ou volumétrique doit être installé ;
- un registre d'enregistrement des prélèvements doit être tenu. Les volumes prélevés y seront enregistrés à minima deux fois /an au 1<sup>er</sup> avril et au 31 octobre ;
- un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public, sauf si un dispositif de séparation physique entre les deux réseaux existe ;

Le suivi de la qualité des eaux prévu par l'arrêté du 15 avril 2021 doit être réalisé notamment en zone côtière et pour les forages concernés par une dérogation de distance, pour l'ensemble des paramètres définis.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées définies par l'arrêté du 15 avril 2021 permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

### **Article 9 – Dispositions communes**

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### **Article 10 – Affichage**

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Plouha pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Plouha pendant minimum un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture 4 mois minimum.

#### **Article 11 – Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1. dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
2. dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 12 – Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, la sous-préfète de Guingamp, le maire de Plouha et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi que pour information aux maires de Pludual, Tréméven, Lanloup, Plouézec, Lannebert, Pléhédel et Pléguien.

Saint-Brieuc, le

**30 MARS 2022**

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

  
Béatrice Obara